

Lutte contre le terrorisme : Le Comité interparlementaire de l'UEMOA va jouer sa partition

Page 9

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°318 du samedi 4 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 13.

FESPACO 2017 : Assemblée générale de la FEPACI

Page 6

FEPACI

FEDERATION PAN-AFRICAINE DES CINEASTES
PAN AFRICAN FEDERATION OF FILMMAKERS



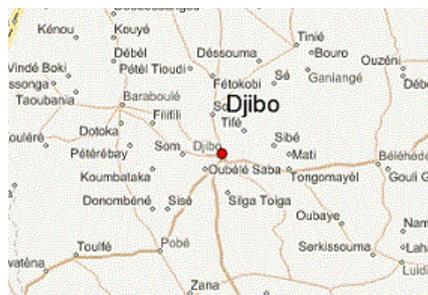
Utilisation des serviettes ou tampons hygiéniques
« Le risque zéro n'existe pas dans l'utilisation de ces serviettes ou tampons » selon le Dr Yobi Alexis

Page 4



Burkina Faso: Nouvelle attaque au Nord

Page 8



Audience Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique

Page 11





FAIT DIVERS

Saint valentin 2017 Les Koudougoulais ont célébré

Région du Centre-Ouest

La Saint-Valentin est la fête des amoureux. L'origine réelle de cette fête est à rechercher au 14^e siècle dans la Grande-Bretagne encore catholique où le 14 février était célébré comme une fête des amoureux car l'on pensait que les oiseaux choisissaient ce jour pour s'apparier. Restée vivace dans le monde anglo-saxon, comme Halloween, cette fête s'est ensuite répandue à travers le monde entier. A Koudougou comme dans de nombreuses villes du Burkina, les couples en profitent pour échanger des mots doux et des cadeaux comme preuves d'amour. Ils sont nombreux, vendeur-décorateurs comme clients à se prêter à notre micro pour nous donner leur impression.

Ouédraogo Nazer propriétaire de « **Koudougou décor** » : « Je fais les emballages, les encadrements photos, et la décoration des salles de mariages et cérémonies. Par rapport à l'année passée l'affluence est faible, mais à ce jour on peut compter plus de la centaine de clients qui viennent payer ou emballer leurs cadeaux. Cependant il faut noter qu'en matière de cadeaux, on a remarqué que ce sont les femmes qui font leurs cadeaux par plaisir, les garçons par contre semblent être obligés de faire leurs cadeaux car ils viennent avec un air anxieux ».



M. Koné inspecteur à la DRENA du Centre Ouest.

Bayala Ricardo : « je viens de Réo, je suis venu payer et emballer une fleur pour ma maman et une autre pour mon papa. J'ai aussi payé une autre fleur pour ma chérie, car c'est un jour spécial pour montrer notre amour à tous ceux que nous aimons. Je le fais par plaisir et aussi parce que ma chérie l'a déjà fait pour moi. Je souhaite à tous

bonne fête, mais celui ou celle dont le partenaire n'a pas pu offrir de cadeau, ne doit pas se fâcher, car tant qu'il y a la vie il y a de l'espoir ».

Bougma Ousmane à Koudougou : « je suis venu chercher un petit cadeau pour ma copine et un autre pour ma petite sœur. La fête de Saint Valentin

La suite à la page 3.



FAIT DIVERS

La suite de la page 2.

est une fête des amoureux, donc c'est un jour spécial pour montrer son amour à son bien aimé. Pour moi ce n'est pas obligé de donner un cadeau c'est un choix ».

Bayili Firmin élève en 1ere A4 au lycée municipal de Réo : « j'ai payé une fleur et des biscuits pour ma chérie, je suis fière car chaque jour on doit aimer et moi j'aime ma chérie de tout mon cœur. Donc aujourd'hui je profite encore lui exprimer mes sentiments. Les cadeaux ne doivent pas être une obligation, mais plutôt un plaisir. Ce n'est pas forcément à sa chérie que l'on fait des cadeaux, même à ta mère ou à ton père tu peux le faire, mais si tu n'as pas les moyens il ne faut pas forcer ».

Mme Yaméogo Germaine : « je suis venu emballer un cadeau pour mon amour, car pour moi la Saint Valentin c'est le jour où l'on peut prouver son amour à son conjoint. Le 14 février est un jour choisit pour prouver son amour, cependant ce n'est pas une obligation, mais si tu aimes réellement tu dois être à mesure de le faire ».

Yaméogo Lamoussa Judicaël dit « Caporal Zou weinko » : « je suis vraiment très content d'exprimer mon amour avec cette fleur pour lui montrer que je l'aime même si elle n'est pas au Burkina. Pour moi c'est une obligation en ce jour 14 février pour chacun de faire un cadeau à son cœur, car vu que tout le monde le fait et que si toi tu ne fais rien, c'est comme si tu ne l'aimes pas et elle pourra même aller prendre pour quelqu'un d'autre ».

Sanou flavienne : « Saint Valentin c'est un jour comme tous les autres, seulement comme on l'a



Ouédraogo Nazer propriétaire de Koudougou décor.

baptisé fête des amoureux, chacun essaie de trouver un cadeau pour son amoureux. C'est bien vrai que ce n'est pas forcé mais pour son plaisir et le vôtre c'est mieux de lui offrir quelque chose. J'ai prévu un cadeau pour mon chéri qui pour le moment est en déplacement, mais à son retour je lui ferai la surprise ».

M. Koné inspecteur à la DRENA du Centre Ouest : « pour nous les Africains la Saint Valentin n'a aucun sens, c'est depuis l'Angleterre autour du 14^e siècle que les anglais ont adopté cette fête à partir des oiseaux qui venaient chaque 14 février se donner à

manger et faire des amourettes entre eux. Pendant ce temps, il y a Mr Valentin qui a dû les observer et l'a ramené aux humains. Mais comme nous évoluons avec le monde nous savons que cette fête existe et que c'est une fête de tous les amoureux. Question de faire plaisir à sa famille ou à son amour, vous pouvez en fonction de vos moyens payer quelque chose et partager avec votre famille. Moi j'ai payé un pagne que j'ai soigneusement emballé pour faire la surprise à ma femme ».

Prince Omar pour SCI



SANTÉ

Utilisation des serviettes ou tampons hygiéniques « Le risque zéro n'existe pas dans l'utilisation de ces serviettes ou tampons » selon le Dr Yobi Alexis Sawadogo

Région du centre



Le gynécologue au Centre hospitalier universitaire (CHU) Yalgado, Dr Yobi Alexis Sawadogo.

L'utilisation des serviettes ou tampons hygiéniques est devenue un secret de Polichinelle, en tout cas pour ce qui concerne les femmes. S'ils sont supposés protéger ces dernières pendant les périodes des menstrues, ils ont cependant des risques sur leur santé. Dans une interview donnée qu'il a donné, le gynécologue au Centre hospitalier universitaire (CHU) Yalgado, Dr Yobi Alexis Sawadogo revient sur l'utilisation de ces produits.

D'entrée de jeu, Dr Yobi Alexis Sawadogo prévient « le risque zéro n'existe pas dans l'utilisation de ces serviettes ou tampons, même s'il y a des fabricants qui disent qu'ils ont travaillé à réduire le risque ». Il pointe des études de chercheurs argentins qui ont découvert des substances se trouvant dans les serviettes ou tampons hygiéniques. Ces substances se sont révélées nocives à la santé de la femme. Mais en fait, comment sont fabriqués ces tampons ?

Entre risque d'effritement et de cancer

Le gynécologue affirme que les tampons hygiéniques sont faits à base du coton. Le problème c'est que celui-ci peut s'effriter dans le vagin : « A cet effet, les débris qui restent à l'intérieur peuvent détruire la flore vaginale, appelée flore protectrice du vagin. »

Au-delà de ce fait, il y a aussi des substances contenues dans ces serviettes ou tampons qui sont irritatives ou dites cancérogènes. Et

La suite à la page 5



SANTÉ

La suite de la page 4

à propos de cela, l'ONG 60millions de consommateurs a montré que les substances appelées dioxines et glyphosate présentent un pourcentage élevé des produits cancérigènes dans ces serviettes ou tampons. Un résultat qui a été confirmé par l'OMS. « Il arrive également qu'il y a certaines femmes qui sont allergiques à certaines composantes contenues dans ces serviettes ou tampons », précise Dr Sawadogo.

Ce qui s'explique par le fait que les femmes peuvent avoir des irritations au niveau de la vulve vaginale conduisant à des pertes à répétition ou à d'autres types de maladies.

Quant aux maladies auxquelles l'utilisation de ces serviettes ou

tampons hygiéniques exposent, le Dr Sawadogo souligne qu'il y en a de plusieurs types. Le premier type de maladie concerne les allergies, les pertes à répétition, les douleurs, les odeurs, etc. Pour lui, ces maladies peuvent être créées par l'interaction du vagin avec certains produits contenus dans les serviettes ou les tampons. Ces maladies peuvent aussi se manifester de manière différente d'une femme à une autre selon les organismes. Le second type de maladie renvoie aux substances cancérigènes, aux problèmes de reproduction, etc. C'est dire que ces produits peuvent exposer la femme au cancer ou affecter son appareil génital.

Eviter de suivre l'effet de mode

Dr Sawadogo conseille aux femmes d'éviter d'utiliser plusieurs

qualités de serviettes ou tampons hygiéniques en même temps. La règle d'or est la fidélité à une marque. « Elles devraient éviter de suivre l'effet de mode, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, elles utilisent une marque et demain elles l'abandonnent pour une nouvelle marque. Elles devraient le faire quand dans l'utilisation, elles rencontrent des problèmes. » La consultation auprès de gynécologue n'est pas exclu pour connaître les causes de leurs maux tout en prêtant attention aux notices d'utilisation, conclut le gynécologue Dr Yobi Alexis Sawadogo.

Synthèse de Aris Somda pour SCI

ALERTE CCI : processus de validation des candidats aux CCI, les rectorats des IESR de l'espace CAMES prennent la main.

Cette année encore, le CAMES souhaite poursuivre la sensibilisation des commissions de validation des pré-inscriptions des candidats.

Les candidats ayant joué leur partition dans la transmission des dossiers en ligne, les Universités et centres de recherche disposent de 15 jours, pour l'ultime étape de validation qui va préciser les candidats qui poursuivront le processus d'évaluation.

La complétude de cette action devrait faciliter la prochaine étape qui est la ventilation des dossiers par les Présidents des CTS.



FESPACO 2017 : Assemblée générale de la FEPACI

Région du Centre



La Fédération Panafricaine des Cinéastes (FEPACI) a animé un point de presse sur son projet « héritage cinématographique africain », ce jeudi 02 mars 2017 dans la salle des conférences de ouaga 2000. Cette initiative vise à l'identification, la préservation et la restauration de l'héritage cinématographique du continent.

Préserver, sauvegarder et restaurer le patrimoine cinématographique africain, c'est la mission que s'est assignée la Fédération Panafricaine des Cinéastes (FEPACI). La FEPACI a mis en place un projet archive qui devrait permettre

de récupérer tout ce qui existe comme image sur l'Afrique et qui se retrouve hors du continent. Le point de presse animé ce Jeudi 2 Mars à Ouagadougou avait pour but de présenter le projet.

La FEPACI dans sa démarche, entend d'abord faire un inventaire de tout ce qui existe comme image sur l'Afrique et qui se retrouve dans d'autres continents. Selon son Secrétaire général, Cheick Omar Sissoko, il s'agira non seulement de récupérer les films mais aussi, les restaurer pour les réintroduire dans le circuit de la diffusion et laisser aux futures générations des outils qui vont leur permettre de connaître l'histoire de l'Afrique.

Cheick Omar Sissoko : « je pense que ce projet tombe sur le sens du travail que nous faisons en créant des films parce que nous voulons officialiser les façons de vivre de nos sociétés africaines et cela a été fait depuis la nuit des temps pour les premiers films qui ont été faits mais ensuite par les européens. Nous avons donc besoin de les recenser à travers le monde entier ».

La FEPACI veut aussi tenter de restaurer les premiers films réalisés sur le continent africain. Ce sont des films qui sont sur des supports dépassés et qui risquent de s'effacer avec le temps.

50 films sont retenus pour cette première phase du projet. Il

La suite à la page 7.



FOCUS FESPACO

La suite de la page 6.



Cheick Omar Sissoko, Secrétaire général de la FEPACI.

faut aussi rappelé que ce projet est soutenu par l'UNESCO et Film Fondation. Pour les représentants de ces deux structures, la porte du patrimoine africain est une porte pour l'humilité et c'est donc un projet

d'une très grande importance. Ce projet mettra énormément de temps pour aboutir aux résultats escomptés vu l'ampleur du travail à abattre mais la FEPACI espère que tous les acteurs du

milieu du patrimoine culturel cinématographique en accord avec les gouvernements africains vont œuvrer à faire aboutir ce projet.

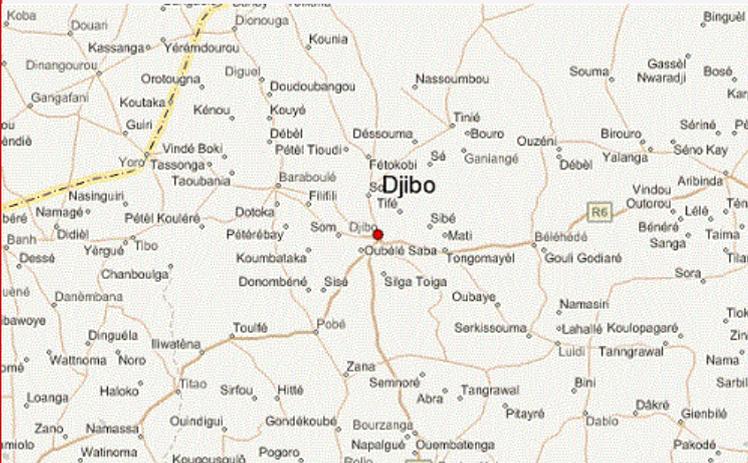
Alfred Sié KAM

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info



FLASH INFO

Brèves



Burkina Faso: Nouvelle attaque au Nord

Des individus non encore identifiés auraient pris d'assaut l'école de Kourfayel ce matin et auraient abattus trois personnes dont un enseignant à Kourfayel, village situé à 5 km de Djibo dans le Soum. Pour l'heure, toutes les écoles sont fermées dans cette localité

Nigeria: Deux femmes et un homme qui voulaient commettre un attentat-suicide ont été tués vendredi aux abords de la ville de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria, par la détonation des explosifs portés par l'un d'eux. Ce vendredi 3 Mars, à Maiduguri trois kamikazes, un homme et deux femmes, entrent dans la ville. Les trois personnes, l'une après l'autre, ont fait détoner leurs explosifs, ce qui a provoqué un incendie de sept camions-citernes et de deux véhicules. Les trois personnes sont mortes dans l'explosion.

Nigeria: les compagnies Shell et Eni sont inculpées pour corruption La lutte contre la corruption promise par Muhammadu Buhari avant son élection à la tête du Nigeria en 2015 se poursuit et vise aussi les entreprises étrangères. Les groupes pétroliers Shell et Eni sont visés pour versement de pots-de-vin. L'agence fédérale de lutte contre la corruption a annoncé jeudi 2 mars 2017 l'inculpation des deux compagnies, dans le cadre d'un contrat de plus de 1,23 milliard d'euros. L'annonce de l'inculpation de Shell et Eni intervient après plusieurs semaines d'une enquête de l'Agence anticorruption du Nigeria. La Commission des crimes économiques et financiers (EFCC) soupçonne les filiales locales des groupes anglo-néerlandais et italien d'avoir conclu un « accord frauduleux » en 2011 avec une société nigériane liée à Dan Etete, un ancien ministre du Pétrole et à d'autres hauts responsables politiques.

Rédaction SCI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Lutte contre le terrorisme : Le Comité interparlementaire de l'UEMOA va jouer sa partition

Région du Centre



Le Président du Faso a accordé une audience à une délégation du CIP-UEMOA conduite par son président, Monsieur Lancina DOSSO.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a accordé dans la matinée du mardi 28 février 2017, une audience à une délégation du Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine, (CIP-UEMOA), conduite par son président, Monsieur Lancina DOSSO.

A sa sortie d'audience, le chef de la délégation a expliqué à la presse, qu'il s'agit d'une visite de courtoisie au cours de laquelle

le Comité interparlementaire de l'UEMOA a présenté ses vœux « de santé et de longévité » au Président du Faso et de « prospérité » pour le Burkina Faso.

La délégation des parlementaires de l'UEMOA a saisi l'occasion pour exprimer sa solidarité avec le peuple burkinabè suite aux attaques terroristes qui ont eu lieu, dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 février 2017 dans le Nord du pays. « Ce qui s'est passé hier est désolant. Nous avons présenté au Président, tous nos vœux de sorte que ce type de situation ne se répète

plus. Et que Dieu nous protège », a déclaré Monsieur Lancina DOSSO. S'exprimant sur la contribution des parlementaires de l'espace UEMOA dans la lutte contre le terrorisme dans la sous-région, Monsieur DOSSO a expliqué que c'est un phénomène mondial et qu'il appartient aux parlementaires de « sensibiliser les populations pour se mobiliser et faire en sorte que ces terroristes, partout où ils se trouveront, soient dévoilés pour que les autorités puissent prendre les décisions qui s'imposent ».

Il a du reste affirmé qu'une

La suite à la page 10



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.



La délégation de CIP-UEMOA.

intensification dans la lutte contre ce fléau est prévue dans les hémicycles de l'espace UEMOA. Il cite par exemple les lois adoptées par chaque Etat membre de l'Union dans la répression des actes terroristes. « Je sais qu'en Côte d'Ivoire, des lois ont été adoptées pour la répression de ce fléau ; il en est de même pour le Burkina Faso et tous les pays de l'UEMOA », s'est réjoui Monsieur DOSSO avant d'ajouter qu'il « y aura une collaboration franche entre les Etats et une mise en commun des moyens pour combattre le terrorisme ».



Le Président du Faso en discussion avec Monsieur Lancina DOSSO.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Audience Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique

Région du Centre



Le ministre des transports, de la Mobilité Urbaine et la Sécurité Routière a reçu en audience l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique.

Le ministre des transports, de la Mobilité Urbaine et la Sécurité Routière a reçu en audience l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique, ce lundi 27 février 2017. Au cœur des échanges, d'importants projets au profit du département des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière.

Première du genre, cette « visite de courtoisie » était une occasion pour Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis de renforcer la collaboration entre le Burkina Faso et les Etats-Unis d'Amérique dans le secteur des transports, de la Mobilité Urbaine et la Sécurité Routière. Cette rencontre d'échanges entre le ministre en charge des transports, Souleymane Soulama et l'Ambassadeur

des Etats-Unis d'Amérique, Andrew Young a surtout porté essentiellement sur les grands projets du ministère en cours. Il s'agit notamment des projets de construction et de réhabilitation des infrastructures ferroviaire, routière mais aussi de la relance des activités d'Air Burkina dans le domaine de l'aviation civile.

Dans le secteur ferroviaire, la

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.



Le Ministre discutant avec l'Ambassadeur des Etats Unis.

question de la construction et de la réhabilitation de la boucle ferroviaire Côte D'Ivoire- Burkina Faso Niger-Bénin, Burkina Faso-Ghana et Bobo-Dioulasso-Bamako au Mali a été abordée. Un projet qui selon le ministre Soulama, s'il venait à être concrétisé contribuerait à la relance économique de notre pays. La sécurité routière avec notamment

le port du casque, l'entretien périodique, la réhabilitation et la construction des infrastructures routières ont été également à l'ordre du jour des échanges entre le diplomate américain et le ministre burkinabé des transports. Pour Andrew Young, cette visite avait pour but d'échanger avec les responsables du secteur

des transports pour voir dans quelle condition prendre en compte certains grands axes du département des transports dans le nouveau compact du MCA.



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Responsable de programme de « lutte contre la déperdition scolaire des filles par une approche orientée changement »

Description

Poste salarié basé à Moundou, Tchad, à pourvoir au mois de juin 2017 après un briefing au siège d'ID.

L'ONG Initiative Développement (<http://www.id-ong.org>) est spécialisée dans la mise en œuvre de programmes de développement axés sur le renforcement des capacités locales à travers l'accès aux services de base : santé, éducation, eau, agriculture, énergie... Aujourd'hui, ID intervient sur 18 programmes de développement dans 7 pays. Budget 2016: 4 M € / ; Effectif : 17 personnes siège / 150 sur le terrain. ONG créée en 1994, siège basé à Poitiers.

ID au Tchad
ID intervient depuis plus de 10 ans à Moundou (sud-ouest), et est aujourd'hui reconnue comme un acteur légitime du développement local.

L'intervention d'ID à Moundou a débuté par un projet de prise en charge globale du VIH/sida, mené en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs de la ville. En 2009, c'est une Association tchadienne qui reprend les activités du projet, après avoir été accompagnée et formée par ID.

Depuis 2006, ID est également impliquée dans les secteurs

de l'eau et l'assainissement, de l'éducation et du développement local, toujours en lien très étroit avec les acteurs locaux de la ville et de la région, qu'ils soient associatifs, institutionnels, communautaires...

Les équipes de ces programmes partagent le même bureau. Elles sont supervisées par une directrice pays Tchad et appuyées par un responsable administratif et financier.

Contexte du projet

Le Tchad investit chaque année des sommes importantes dans le secteur éducatif mais ces efforts demeurent insuffisants face aux besoins des communautés. Ainsi 80% des enseignants sont des leaders communautaires ayant un faible niveau scolaire et sans formation pédagogique. Beaucoup d'écoles sont appelées communautaires car portées par les populations locales qui les créent, les gèrent au travers d'associations de parents d'élèves, salarient les maitres, construisent et entretiennent les bâtiments scolaires.

Le programme Education en cours a démarré en octobre 2015, il est mené dans 21 écoles en zone rurale. Il est financé par l'AFD pour un budget de l'ordre de 800 k€ sur 3 ans.

ID recrute un/e responsable de programme pour assurer la mise en œuvre opérationnelle, humaine et financière de ce programme jusqu'en septembre 2018.

Objectif du projet

Il s'agit d'un projet de lutte contre la déperdition scolaire des filles dans le cycle primaire. Il s'agit pour cela de travailler sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs : la communauté (parents d'élèves dont mères d'élèves et les élèves eux-mêmes), les maitres communautaires afin de travailler à des pratiques pédagogiques moins discriminatoires pour les filles. Les acteurs de l'éducation nationale sont aussi concernés pour intégrer une approche genre plus ancrée dans les manuels et le suivi pédagogique.

Cette mobilisation passe par une approche innovante, récemment testée en France au sein d'un programme collectif (programme PRISME porté par le F3E) et qui fait figure d'expérimentation à ID et au Tchad : l'approche pluri acteurs orientée vers le changement. Cette approche vise à prendre en compte tous les acteurs concernés par la lutte contre la déperdition scolaire des filles et à les aider à identifier un certain nombre de changements qu'ils doivent apporter à leurs pratiques afin de contribuer à maintenir les filles à l'école, en fonction de leurs engagements et rôles propres.

Aujourd'hui cette démarche a permis de définir une vision commune et des chemins de changement pour chaque acteur : APE, mamans, élèves, enseignants. Le principal enjeu pour la suite est le suivi de ce chantier particulier. En effet

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

il s'agit d'aider les acteurs à identifier et formaliser les changements qu'ils ont mis en œuvre pour contribuer au maintien des filles à l'école. Ces changements sont suivis par les animateurs à l'aide d'outils de suivi. Cette démarche très participative est appuyée techniquement et sur le plan méthodologique, par le pôle partenariat d'ID.

Après un an et demi, le projet a bien avancé sur tout le volet communautaire : élaboration des projets d'école sensibles au genre, charte scolaire, sensibilisations, théâtre....

Le volet pédagogique a pris du retard et nécessite dans cette seconde phase d'être renforcé. Ce volet comporte à la fois la formation des enseignants en langue française et en pédagogie, avec un suivi spécifique et l'organisation de journées de formation sur les méthodes pédagogiques sensibles au genre. Toutes ces expériences doivent être capitalisées en vue d'être transférées au Ministère de l'Education Nationale. En effet le ministère a élaboré de nouveaux référentiels intégrant le genre. Ce volet vise donc à soutenir l'Etat dans l'implémentation de cette politique. Ce volet de renforcement pédagogique se fait via le Centre départemental de Formation Continue de l'enseignement du primaire, avec qui nous travaillons aussi depuis 2009.

L'un des enjeux importants de cette prochaine phase

est également de mettre en œuvre le plan de capitalisation des pratiques et des outils développés de manière transversale à tout le projet, cela en vue de leur répliquabilité. Il s'agit en effet de mettre en œuvre des dispositifs pérennes transférables au Ministère de l'Education Nationale en vue de la diffusion de ces pratiques innovantes à d'autres zones du territoire tchadien. L'institutionnalisation des démarches et activités auprès des institutionnels est en effet essentielle et fait partie des enjeux d'amélioration pour la suite du programme.

Le projet est mis en œuvre en partenariat avec l'Union des Femmes pour la Paix (UFEP), une organisation féminine très active dans la Région. Cette association tchadienne, déjà impliquée dans d'autres projets sur la question de la scolarisation des filles, met en œuvre une partie du volet communautaire et accompagne les mamans vers la création des AME (associations des mères éducatrices). Les AME sont aujourd'hui en cours de structuration.

Principales missions

Le/la responsable de programme est chargé de la conduite du projet dans tous ses aspects:

- Planification et suivi de l'ensemble des activités du projet
- Management et gestion d'une équipe de 4 personnes (une coordinatrice et 3 animateurs éducation, ainsi

qu'un chauffeur, plus un responsable des activités genre placé chez le partenaire)

- Gestion administrative et financière du projet
- Gestion du partenariat avec l'UFEP et éventuellement d'autres organisations et groupements
- Reporting narratif du projet, vis-à-vis des bailleurs de fonds et en interne
- Capitalisation des activités au sein de son programme

- Représentation du programme vis-à-vis des autorités locales et des partenaires financiers au Tchad, en lien étroit avec la directrice pays

Encadrement / appui sur place et au siège

Le/la responsable de programme sera appuyé et supervisé :

- Il/elle sera sous la responsabilité hiérarchique d'une directrice pays (basée au Tchad) expatriée qui est responsable de l'encadrement et du développement des interventions d'ID au Tchad (cohérence entre les programmes, respects des engagements...). La directrice pays est responsable de la sécurité des équipes d'ID au Tchad et assure l'interface avec le siège et les partenaires financiers des programmes.
- Le/la responsable de programme bénéficie en outre de l'appui d'un RAF expatrié (basé également à Moundou),

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

dont le rôle est d'appuyer au quotidien le/la RP dans la gestion administrative financière et logistique de son programme.

– Il/elle bénéficiera de l'appui technique du pôle partenariat pour l'approche genre et orientée vers le changement.

Arrivée souhaitée du/de la Responsable de programme sur le terrain juin 2017 après une semaine de briefing au siège de l'association à Poitiers pour assurer la passation avec l'actuel RP.

Contexte du poste

Le poste est basé à Moundou.

La zone d'intervention est située en milieu rural, à une vingtaine de km de Moundou. Des déplacements nombreux sur place sont prévus (mais les allers/retours sont faits dans la journée), de même que des missions à N'Djamena de manière trimestrielle.

Située à 500 km d'une route bitumée de N'Djamena, Moundou est une ville de près de 200.000 habitants. Située dans la partie « verte » du Tchad (Moundou est réputée pour ses mangues), la ville est bordée par le fleuve Logone et le Lac Wey. De nombreux cafés font vivre la ville de jour comme de nuit et il est possible de pratiquer des activités sportives... en dehors de la période très chaude, de mars à mai ! Les activités culturelles sont limitées malgré quelques initiatives prises pour valoriser la culture locale : ouverture d'un

musée local, festival annuel de cultures traditionnelles, semaine de la Francophonie activement fêtée...

Le sud Ouest du Tchad, grenier et poumon économique (coton, pétrole) du pays, est resté à l'écart des mouvements de rébellion ou des tensions autour des frontières. La sécurité est assurée et on ne compte pas de phénomène de bande ou de gang en ville.

Toutefois, la proximité de zones en crise (Centrafrique, Cameroun et Nigeria) impose une certaine vigilance / coordination avec le reste de l'équipe, notamment lors des déplacements en dehors de la ville, ainsi qu'un comportement responsable à titre privé. Le RP pourra utiliser, dans le respect et les limites des règles d'utilisation, le véhicule du projet en dehors des heures de service. Les déplacements à titre privé sont autorisés autour de Moundou, pour des sorties en week-ends dans le respect des consignes de sécurité, à savoir la présence d'un chauffeur ID et la prise en charge de ses frais.

Au niveau sanitaire, la zone est impaludée de niveau 3. Un traitement prophylactique, en saison des pluies en particulier, est vivement recommandé.

Les conditions de confort au quotidien restent globalement très basiques : accès à l'électricité très incertain sans groupe électrogène, eau courante non garantie, commerces limités.

L'hébergement est à la charge

du RP mais l'équipe sur place est chargée de l'accueil de l'expatrié et le soutien dans toutes ses recherches et démarches (obtention visa longue durée, recherche d'un hébergement, ameublement, gardiennage, équipement..).

Ville Moundou

Expériences / Formation du candidat

Exigé :

Expérience en PED

Expérience confirmée en gestion de projet

Expérience de travail sur des projets éducation de 3 ans, en lien avec les communautés local

Au quotidien, être prêt à travailler de façon étroite avec des acteurs locaux et en particulier des femmes. Capacité à vivre dans des conditions modestes en raison du niveau de développement du pays.

Souhaité :

Formation souhaitée en gestion de projet et / ou éducation (selon expérience),

Expérience en matière de capitalisation

Capacités à transmettre ses connaissances, à assurer un transfert de compétences à la fois auprès de son équipe, mais aussi auprès d'acteurs institutionnels.

Capacité à dialoguer avec des acteurs de haut niveau (Ministère)

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

Connaissances des questions de scolarisation des filles.
Sensibilité à l'approche genre

Fonctions

Coordination, Gestion de projet

Activités

**A n i m a t i o n ,
Formation, Education**

Pays

Afrique, Tchad

Contrat

C D D

Durée du contrat

**Contrat salarié en CDD
d'usage avec un engagement**

**jusqu'à la fin du programme
(septembre 2018) ;**

Salaire / Indemnité

**Salaire compris entre 1480
€ brut et 1745 € brut,
selon profil. Indemnité
de vie supplémentaire
de 832 € ; Complément
si conjoint expatrié sans
activité rémunérée.**

**Couverture sociale complète
: maladie (mutuelle), retraite
si justification de 5 années
de résidence en France**

Assurance Rapatriement

**Vol A/ R pris en charge
une fois/an pour le
salarié et son conjoint**

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

**Nom de la personne
contact**

Jeanne Rouy

**Email de la personne contact
recrut107@id-ong.org**

**Date de fin de validité
2 2 / 0 3 / 2 0 1 7**



Avis de recrutement

**Poste: CHARGE(E) DE
SUIVI – EVALUATION
– Bénin (Contrat Local)**

Description

Qui sommes nous
La Fundación Educación y Cooperación (Educo), membre de l'Alliance ChildFund, est une ONG globale de coopération pour le développement qui agit en faveur des enfants et pour la défense de leurs droits, spécialement le droit à une éducation de qualité. Nous travaillons dans 16 pays dans le monde avec les enfants et leur entourage pour une société plus juste et équitable. Nous souhaitons construire un monde où tous les enfants jouissent pleinement de leurs droits et vivent en toute dignité.

Educo intervient au Bénin dans les départements du Littoral, de l'Ouémé, du Plateau et du Borgou, précisément dans les communes de Cotonou, Porto-Novo, Sinendé, Bembèrèkè et N'dali, en menant des actions avec onze partenaires locaux dans les domaines de l'éducation, de la santé, de du renforcement des moyens d'existence des communautés et de la promotion des Droits de l'Enfant. Les activités de parrainage, qui représentent la principale source de financement de la délégation, sont développées au sein de 41 écoles à Bembèrèké et Sinendé, représentant plus de 3 000 enfants parrainés.

MISSION GÉNÉRALE

DU POSTE DE TRAVAIL

Le Chargé du Suivi, Evaluation et Impact, sous le leadership de la Direction Nationale et supervisée par la Coordinatrice des programmes, est responsable de suivi et évaluation dans tous les projets soutenus par Educo au Bénin afin de développer l'impact sur la vie des enfants en renforçant la capacité des partenaires et des communautés locales pour promouvoir et défendre les Droits de l'Enfant..

2. FONCTIONS DU POSTE DE TRAVAIL

Le/La titulaire du poste aura à assurer les activités suivantes :

APPUI AUX PARTENAIRES

Développer, adapter et améliorer le suivi, l'évaluation

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

et l'impact au sein des projets des partenaires en répondant aux critères et objectifs des documents stratégiques d'Educo et en s'assurant de la compatibilité et de la pertinence avec les principes d'Educo.

Créer des activités, en lien avec la Direction et la Coordinatrice des programmes, qui respectent les ressources (humaines et financières) pour une planification optimale.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

Concevoir et tester de nouveaux programmes de renforcements de capacités de l'équipe et de nos partenaires afin d'étendre l'expertise d'Educo et d'insuffler de nouvelles initiatives en vue d'améliorer la qualité des projets.

Construire des stratégies de renforcement de capacités internes et des partenaires en matière de suivi, d'évaluation et d'impact

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

Plaidoyer au sein des alliances et des réseaux pour représenter les priorités des partenaires, des communautés et d'Educo en nouant des relations collaboratives pour augmenter notre visibilité dans les principaux réseaux.

Ville Cotonou

Expériences / Formation du candidat

Formation supérieure en planification, statistiques, gestion

de projets de développement, ou dans tout autre domaine des sciences sociales

Avoir une expérience d'au moins 5 années en matière de suivi et évaluation de projets, d'approche du cadre logique, de gestion axée sur les résultats, d'approches de planification stratégique, d'analyse de l'information, de méthodes de suivi évaluation participatif et de mesure du changement et de capitalisation d'expériences

Avoir des connaissances sur les méthodes et techniques des recherches qualitatives et quantitatives

Expérience en renforcement de capacités / Formateur

Avoir des compétences en formulation de projet

Avoir la maîtrise parfaite de l'outil informatique et des logiciels d'analyse statistique

Avoir des compétences en organisation et coordination de travail

Avoir des capacités confirmées en matière de rédaction de rapports et de notes de synthèse

Langues parlées

Français et Anglais

Qualité du candidat

Bonne capacité à travailler de façon indépendante et en équipe

Grande capacité d'écoute, de communication et de flexibilité

Bonne capacité d'analyse, de synthèse et rédactionnelle

Sens de la diplomatie et de la médiation

Bon sens de l'organisation et de la planification

Bons sens de l'autonomie et de l'initiative

Capacités à travailler sous pression et dans un environnement international et multiculturel

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Autre, Droit

Pays Bénin
Afrique,

Contrat C D D

Durée du contrat

Contrat de durée déterminée d'un an (renouvelable), 40 heures/semaine avec possibilité de prolongation en contrat de durée indéterminée.

Salaire / Indemnité

**salaire brut +/- 9
500 000 CFA par an**

Documents à envoyer

CONDITIONS DE CANDIDATURE

Les personnes qui correspondraient au profil du poste et aux conditions requises et qui seraient intéressées pour ce poste doivent envoyer leur CV actualisé ainsi qu'une lettre de motivation aux adresses

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

suivantes:recrutementafrique@educos.org et laure.pasquier@EDUCO.ORG en indiquant la référence suivante CHARGE SUIVI EVALUATION BENIN et ceci, avant le vendredi 17 Mars à 17h00. .

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le poste étant en contrat local, il est donc ouvert qu'aux Béninoises et Béninois.

Plus d'information sur : www.educos.org

PROTECTION DES ENFANTS

En tant qu'organisation qui travaille avec les enfants et les adolescents, Educo a l'obligation morale et la responsabilité juridique de favoriser une culture du bon traitement et de garantir la sécurité et la protection de tous les enfants et adolescents dont elle prend soin et qui se trouvent sous sa responsabilité.

La prévention et la protection de tout type de violence physique, psychologique ou sexuelle, intentionnelle ou non intentionnelle, sont les piliers sur lesquels se base notre organisation. Par conséquent, toute personne rattachée

à notre organisation devra connaître, respecter et signer notre Code de Conduite envers les enfants et les adolescents.

Nom de la personne contact

Laure Pasquier

Email de la personne contact

laure.pasquier@educos.org

Date de fin de validité

1 7 / 0 3 / 2 0 1 7



Semaine des Energies et Energies Renouvelables d'Afrique

SALON INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DE OUAGADOUGOU

Thème:

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE



05 au 07
Mai
2017
AU SIAO

- Débat-télévisé
- Exposition
- Conférences-débats
- Soirée de gala

Au programme

INNOVATIONS SIERO 2017 :



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage

Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Brenard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

25/02/2017 AU 04/03/2017 Groupe III

Ave Maria	25 47 98 88	Hosanna	25 41 26 48	Sacré cœur	25 34 60 60
Balkuy	25 37 51 36	Jeunesse	25 34 35 04	Saint Julien	25 38 06 10
Baraka	25 33 02 72	Kamin	25 34 30 28	Saint Lazare	25 36 86 48
Belle ville	25 40 84 14	Kilwin	25 50 84 62	Saint Michel	25 45 48 08
Cathédral	25 31 28 07	La Sainte Trinité	25 41 26 46	Santé-validité	68 91 87 04
Charis	25 47 98 78	Mariama	25 30 05 76	Savane	25 31 13 48
Concorde	25 31 29 49	Naab Raga	25 30 06 27	Taoko	25 36 69 27
Coura	25 38 83 90	Naaba Koom	25 35 70 46	Téranga	25 36 09 70
Djimbina	25 35 77 65	Nagrin	25 46 90 48	Wend denda	25 31 09 64
Dunia	25 36 20 51	Nazani	25 36 65 10	Yennega	25 37 03 37
Ecoles	25 31 52 32	Ninrwa	25 41 80 38	Zone I	25 48 15 13/53
Fraternité	25 36 48 00	Noom-Wendé	25 50 31 17	Zoungrana	25 40 98 75
Galiem	25 35 28 44	Pissy	25 43 13 35		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +226 64 20 00 26 / +226 72 08 03 03 / +226 61 08 03 03 / +226 72 07 09 09

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*